



PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE

Décision
relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Alsace

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F04212P0029 (y compris ses annexes), présenté par M. le Maire de OBERHOFFEN-SUR-MODER, reçu complet le 13 novembre 2012, et relatif à un projet de lotissement sur le secteur des « Binsen » à OBERHOFFEN-SUR-MODER ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 21 novembre 2012 ;

Considérant la nature du projet présenté, qui consiste à créer un lotissement d'environ 8,2 ha comprenant 200 logements et permettant d'accueillir 500 nouveaux habitants ;

Considérant la qualité environnementale du site constitué de haies, bosquets, prés et labours ;

Considérant la proximité du site Natura 2000 du Massif forestier de Haguenau à environ 200 mètres ;

Considérant qu'une augmentation significative de la population engendrerait des besoins en ressources (eau) ainsi que des rejets supplémentaires (déchets, eaux usées, eaux de ruissellement) ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet serait susceptible d'entraîner des impacts sur l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Alsace ;

Décide

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de lotissement, présenté par M. le Maire de OBERHOFFEN-SUR-MODER, est soumis à étude d'impact.

Article 2 :

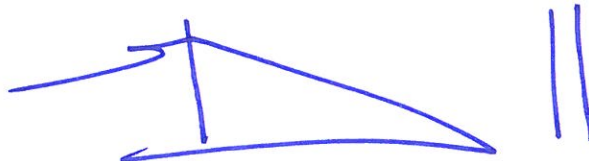
La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le - 4 DEC. 2012

Le Préfet,



Stéphane BOUILLON

Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est **obligatoire** avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de **deux mois** suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à
Monsieur le préfet de région
Préfecture de la région Alsace
5 place de la République
BP 87031
67073 STRASBOURG cedex

2) **Le recours contentieux** doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au :
Tribunal administratif de STRASBOURG
31 avenue de la Paix
67000 STRASBOURG